

Conférence de Samir Amin
Mai 2008
Président du Forum Mondial des Alternatives.

DOC REV PAR SA

Modernité, religion, démocratie

Le sujet dont je voudrais parler se rapporte au livre que je viens d'écrire et dont le titre, *Modernité, religion, démocratie*, souligne que mon propos ne sera pas exclusivement centré autour de l'islam. C'est l'articulation entre les religions, dans leur diversité et leur évolution, et les questions liées à la modernité et à la démocratie.

C'est un sujet difficile, et c'est la raison pour laquelle je pense qu'il est bon de l'attaquer sous différents angles et de tenter d'articuler ces thèses ou propositions de thèses de manière à éviter d'une part, les critiques faciles et non recevables et d'autre part à s'ouvrir davantage aux critiques sérieuses, difficiles, auxquelles, je ne me sens pas capable de répondre nécessairement avec autorité, d'autant, que je me pose, probablement, les mêmes questions qu'un certain nombre d'entre nous.

Modernité et laïcité.

Premièrement, la modernité :

Je ne vais pas être long sur ce sujet, mais ma définition de la modernité, c'est qu'il s'agit d'une coupure qualitative dans l'histoire universelle, qui se manifeste par l'idée que l'être humain fait son histoire, son histoire individuelle et collective, à travers les classes, les nations, les ethnies, les peuples...

C'est une idée moderne par excellence, puisque toutes les sociétés, y compris européennes, ont pensé fondamentalement, à travers les siècles antérieurs (à cette modernité) que l'histoire était faite par les dieux, par les ancêtres ou par les forces surnaturelles, et que la responsabilité directe des êtres humains dans le façonnement de l'histoire n'y trouvait pas sa place. Ce concept de modernité, qui est moderne, - si bien entendu on accepte cette définition - est à l'origine d'une transformation potentielle amorcée, - qui n'est pas finie - de toutes les sociétés de l'univers, une transformation, appelons-la, démocratique.

Pour moi, la démocratie est dans ce sens un phénomène nouveau, moderne. En disant cela, je ne cherche pas à polémiquer avec ce qu'on a écrit concernant la démocratie grecque. Cette proclamation n'implique pas par elle-même « la mort de Dieu », mais la séparation de la nouvelle politique et de la religion. Puisque c'est l'être humain qui fait son histoire et non les dieux, la relation entre la religion, qui continue à exister, et la politique se définit d'une manière tout à fait nouvelle. C'est la laïcité. Il n'y a pas de modernité sans laïcité.

Deuxième point, ce que j'appellerai la modernité réellement existante, c'est-à-dire celle qui s'est construite en concomitance avec l'apparition et le développement du capitalisme historique.

Et si je précise « le capitalisme historique », ce n'est pas par hasard. Car cette modernité, parce qu'associée au capitalisme historique, est inachevée. Ni le capitalisme, ni cette modernité qui lui est associée, ne peuvent constituer la fin de l'histoire. Loin de là. Je dirais même qu'il s'agit d'une parenthèse dans l'histoire, une parenthèse décisive certes, mais une parenthèse qui doit être fermée pour aller au-delà.

Qu'est-ce que le capitalisme en question, avec lequel la modernité est associée ? Je le définirai rapidement dans deux dimensions.

Premièrement, ce n'est pas seulement un système de classe ; et dire uniquement cela serait fort trivial. Ce n'est pas même seulement un système de classes un peu différent des autres systèmes de classes. Il est certes le système de classe d'un mode de production où le capital et le travail constituent les deux pôles de l'organisation sociale, que l'on peut alors comparer à ceux des systèmes antérieurs : féodaux et serfs ou esclavagistes et esclaves... Mais en rester à cette définition ne nous sert pas à grand-chose. Car il s'agit, plus précisément, d'un système de classes fondé sur la substitution aux formes d'aliénation que j'appelle métaphysiques, qui sont la condition de la reproduction de toutes les sociétés antérieures à la modernité et au capitalisme, d'une forme d'aliénation nouvelle, l'aliénation mercantile, c'est-à-dire à l'aliénation par le marché.

C'est ma lecture fondamentale de Marx. Le sous-titre du *Capital*, critique de l'économie politique, n'est pas la critique d'une mauvaise économie pour lui substituer une économie meilleure, mais la prise de conscience du statut nouveau de l'économie dans les rapports sociaux. Nouveau par rapport aux conceptions antérieures.

Cela est très important, parce que le marxisme commun qui a été le marxisme historique dominant, pas seulement celui de Staline, mais aussi de la deuxième et de la troisième internationales, y compris des trotskistes, des maoïstes...le marxisme commun, c'est-à-dire celui des marxismes historiques – à propos desquels on peut mettre beaucoup de nuances - assimile de façon très mécaniste le rapport base économique, superstructure, idéologie, dans des formes analogues pour toutes les sociétés à travers l'histoire.

Selon moi, en faisant comprendre les raisons pour lesquelles l'aliénation marchande est fondamentale dans la reproduction du système capitaliste (ce qui n'est pas le cas dans la reproduction des sociétés antérieures), Marx fait une démonstration très importante. J'ai proposé, pour cette raison, une réflexion qui réunit les systèmes tributaires et la dominance du politique (pouvoir et supériorité du politique sur l'économique) et qui avance l'idée de la reproduction de la société dans son ensemble à travers l'aliénation dans le pouvoir. Cela prend les formes de l'aliénation religieuse, ou para religieuse, comme forme historique de domination. A cela s'est substitué le capitalisme, qui apporte la modernité, avec un autre rapport à l'économie devenue dominante (pas seulement déterminante en dernière instance) directement et qui nécessite, pour se reproduire, l'aliénation marchande.

En donnant une image un peu caricaturale : dans les sociétés antérieures, le pouvoir est à l'origine de la richesse ; dans le capitalisme, la richesse est à l'origine du pouvoir. Inversion du rapport économique et politique.

Cette dimension est essentielle pour comprendre précisément la modernité, et percevoir le potentiel démocratique qu'elle recèle. Elle donne un contenu conflictuel et variable à l'idée proposée : l'être humain, individuellement et en société, intervient dans l'histoire.

La seconde dimension : le capitalisme est un système mondial et mondialisé.

Si l'on s'en tient au concept de mondialisation prise dans son sens le plus général - une relation importante entre les peuples de la planète- on constatera que l'expansion des grandes religions prouvent qu'il ne s'agit pas là d'une chose bien nouvelle, puisque ces religions se sont déployées sur des milliers de kilomètres, bien avant le capitalisme des temps modernes.

La mondialisation moderne associée au capitalisme est autre chose. Car l'expansion du capitalisme historique a eu des effets polarisants par nature.

La polarisation est le produit de l'accumulation du capital à l'échelle mondiale, c'est-à-dire l'accumulation de la richesse à un pôle et celle de la pauvreté à l'autre pôle. Cette question a entraîné de nombreuses polémiques en France et ailleurs, dans les années 50 où certains niaient la paupérisation pour ne voir que le progrès matériel des classes populaires.

Si on regarde le capitalisme comme système mondial, la paupérisation est le fait le plus évident. En 1800 au moment de la révolution industrielle, le rapport maximal des productivités du travail social moyen entre les sociétés les plus avancées et celles les moins avancées n'était guère que de 1 à 1,3. Et ce rapport n'était pas en faveur de l'Europe, mais plutôt en celui de la Chine. Aujourd'hui, il est de 50 à 1. C'est-à-dire que le capitalisme a amorcé la polarisation à l'échelle mondiale il y a trois siècles environ - au moment de la conquête des Amériques – puis l'a accélérée au cours des deux derniers siècles. Cela est sans commune mesure avec ce que l'humanité avait connu jusqu'alors.

Si les inégalités de développement pouvaient se rattraper dans les sociétés antérieures, cela devient impossible avec le capitalisme historique.

Le capitalisme historique : un système polarisant

Je n'évoquerai pas ici les éléments constitutifs du capitalisme historique mais seulement les mécanismes qui l'ont produit.

Le capitalisme n'est pas né miraculeusement en quelques décennies au début du XVI^e siècle, dans le triangle Londres-Amsterdam-Paris, comme Weber et d'autres le disent. C'est la vision la plus répandue du capitalisme, mais on oublie qu'auparavant, il y avait eu les villes italiennes, et antérieurement les villes des routes de la soie : les villes du monde arabo-persan-musulman. On oublie que la Chine des Sungs et des Mings était, à l'époque, l'économie la plus mercantilisée du monde - jusqu'en 1820 – bien plus que ne l'était l'Europe au début du capitalisme.

Il y a donc eu des précédents au capitalisme. Ce qui donne le capitalisme historique est donc le fruit d'un processus composé de plusieurs vagues. Je pense, mais ce n'est pas mon sujet, qu'il faut voir l'avenir du socialisme de la même façon. C'est-à-dire comprendre « le » socialisme et sa fin brutale au terme du XX^e siècle, comme la première vague d'un processus (qui a donné ce qu'il a donné) et concevoir que d'autres vagues sont possibles, et même nécessaires.

Nous avons affaire au capitalisme « historique », disons « européen ». Je ne dirais pas d'origine européenne, parce qu'il s'agissait plutôt de l'Europe Atlantique constituée dans le triangle Londres-Amsterdam-Paris que l'on peut élargir, en tenant compte de la façon dont l'Amérique a été conquise, à la péninsule ibérique. C'est une forme historique de la mondialisation.

Cette forme historique construit la polarisation, par la conquête des Amériques, et par la mise en place du système mercantiliste des trois siècles de la longue transition, si on emploie le terme de Marx lui-même, du féodalisme de l'ancien régime jusqu'au capitalisme de la révolution industrielle. L'accumulation est assise, principalement, sur la dépossession. D'abord à l'intérieur de la société européenne, avec la dépossession des paysans qui s'est faite dans des conditions extrêmement dures. Ensuite, comme soulagement aux atroces misères, les migrations massives, avec la dépossession de tous les peuples de l'Amérique, conduisant parfois au génocide, notamment en Amérique du Nord. Les historiens admettent que probablement la population indienne, conquise par les espagnols a été réduite à 10 % au cours des premières décennies de la colonisation. Au-delà des Amériques il faut également évoquer l'Afrique et la traite négrière, l'Asie. Je vous renvoie par exemple aux analyses d'historiens

indiens sur l'accumulation par dépossession de l'Inde. La démarche d'Israël en Palestine témoigne que cette logique de dépossession se poursuit aujourd'hui encore.

C'est la raison pour laquelle cette forme, non seulement est polarisante, mais elle ne peut pas être généralisée à l'échelle universelle. La condition du succès de ce modèle historique de ce capitalisme a été précisément cette possibilité gigantesque d'émigration. En 1500, les européens constituent 18 % de la population de la planète, en 1900, les européens et leurs descendants, principalement en Amérique, 36 %. C'est-à-dire, une autre Europe.

Appliquer aujourd'hui ces mêmes formes, impliquerait pour la Chine, l'Inde, l'Afrique, l'Amérique Latine, la possibilité d'exporter 2 à 3 milliards d'êtres humains. Ce serait une émigration bien plus importante que celle que nous connaissons actuellement et qui crée déjà tant de problèmes. C'est donc impossible.

Est-ce que d'autres capitalismes, historiques ou non, auraient été possibles ? Je ne suis pas de ceux qui aiment inventer des possibilités qui n'ont pas existé. Pourtant l'embryon d'un autre capitalisme existait dans la Chine des Sungs et des Mings. Avec précisément un modèle : l'économie la plus mercantilisée et la plus avancée de l'époque et pour longtemps encore. Pour les européens elle représentait la société la plus parfaite, la mieux gérée, la plus efficace. La Chine avait fondé son accumulation, non sur la dépossession des paysans, mais sur l'intensification de la production agricole et sans recours à l'expulsion de la paysannerie. C'est une donnée importante pour comprendre les diverses possibilités d'avenir qui s'ouvrent aujourd'hui.

C'est cette mondialisation polarisante, celle du capitalisme réellement existant – ce n'est ni la mondialisation en soi, ni le capitalisme en soi conçu comme le système des marchés généralisés - qui est à l'origine de ce que j'appelle les culturalismes qui sont eux mêmes à l'origine d'une impasse réelle : l'impossibilité de rattraper les inégalités de développement. Il n'y a pas un seul être humain, en Chine, en Inde, dans les pays arabes, musulmans, africains ou latino-américains, qui ne souhaiterait jouir du niveau de vie des américains ou des européens ; et pourtant c'est impossible. Là se crée la contradiction, entre l'attrait d'un modèle qui se prétend universel, qui offre la démocratie, la consommation, le gaspillage... Tout ce que chacun voudrait avoir et l'impossibilité pour un très grand nombre d'habitants de notre planète d'y avoir accès. Les réactions deviennent dès lors de type culturaliste, c'est-à-dire qu'elles mettent l'accent sur la spécificité et l'avantage de chacun qui se considère meilleur que l'autre. Il en est ainsi quelque soit la couleur de la peau, la religion ou le lieu géographique. Dans ce modèle, les religions y prennent d'ailleurs toute leur place.

Les culturalismes

Il existe deux culturalismes : celui des vainqueurs et celui des vaincus du capitalisme réellement existant. Le culturalisme des vainqueurs, c'est l'eurocentrisme. On devrait plutôt l'appeler l'euro-occidentalo-centrisme, parce que les Etats-Unis occupent une place désormais plus importante que l'Europe dans tous les domaines.

Cet eurocentrisme nous renvoie à la polarisation. Celle-ci s'est construite et reproduite systématiquement par l'action des logiques de l'accumulation du capital. Cela signifie que le capitalisme historique est impérialiste dès son origine et dans toute son histoire. L'impérialisme n'est pas un stade, fut-il suprême, du capitalisme. La définition de Lénine n'exclut pas nos considérations concernant les phases antérieures, qui n'étaient en aucune manière « non impérialistes », tout comme nous rejetons catégoriquement l'idée que nous aurions dépassé cette phase impérialiste et serions, comme Negri le dit, dans le post impérialisme.

Cet impérialisme permanent, est à l'origine de l'eurocentrisme. Et ce dernier procède de l'affirmation que cet état de fait (le développement moderne de l'Europe et des Etats Unis et

le sous développement des trois continents) n'est pas le produit de la logique du capitalisme mais le produit des spécificités culturelles des uns et des autres.

On construit une mythologie s'employant à justifier l'avantage des européens : c'est l'ancêtre grec. On oublie la coupure du moyen âge chrétien qui avait largement relégué l'ancêtre grec aux oubliettes. On oublie que les Grecs faisaient partie de l'Orient et pas de l'Europe qui n'existait pas. Les populations les plus proches des Grecs étaient les Egyptiens, les Phéniciens et non pas les Gaulois, les Germains ou les Slaves. Cet ancêtre grec est autant, si non plus, lié à l'histoire ultérieure des peuples devenus musulmans, notamment arabes et même persans, qu'il ne l'est avec celle des Européens. Rappelons, sans aucune polémique, qu'Aristote avait été lu par les Arabes avant qu'il ne le soit par les Européens et que la conquête de l'empire byzantin, le cœur de l'Orient civilisé, avait permis aux Arabes de bien connaître le peuple grec.

La deuxième façon de présenter cette spécificité c'est ce que j'appelle, la christianophilie, c'est-à-dire l'idée que le christianisme couvait en son sein, dès l'origine, le capitalisme et la modernité. Une représentation que je remets en question.

La troisième version, la plus banale, c'est le racisme. Il y aurait des gènes indo-européens ou ariens spécifiques... Ce n'est plus très populaire de le dire aujourd'hui. Mais au XIXe siècle, c'était une croyance dure et générale, et je ne suis pas persuadé qu'elle ait totalement disparu. Au côté du culturalisme des dominants -l'eurocentrisme- il y a le culturalisme des dominés, que j'appelle, comme certains autres penseurs arabes, « l'eurocentrisme inversé ». Pour affirmer leur supériorité, les « islamo centriques » se placent exactement sur les mêmes terrains : l'islamophilie qui remplace la christianophilie, les spécificités culturelles arabes. Certains Indiens de religion hindoue, qui pourtant sont assez éloignés de l'Europe, ont défendu l'idée d'une spécificité, d'une supériorité de la culture indienne et de l'hindouisme avec des arguments analogues. Certains Chinois ne sont pas moins culturalistes : pour eux Confucius serait le modèle d'une pensée plus avancée qui témoignerait de leur supériorité. Ce que tous les culturalismes partagent en commun, c'est l'idée -fausse- que les « cultures » constituent des invariants trans historiques.

Religions et sociétés

Mon point de départ n'est certainement pas accepté par tous les courants qui se réclament de Marx et du marxisme. Car, selon moi, le rapport entre l'instance économique, et l'instance complexe politique, idéologique et culturelle - différent dans la société tributaire, précapitaliste, de ce qu'il est dans le capitalisme - ne produit pas une surdétermination, mais une sous-détermination. De ce point de vue et sans aucune arrogance, je n'ai jamais accepté les thèses de Louis Althusser concernant la surdétermination. J'ai exprimé une contre thèse, celle de la sous-détermination. Je prétends donc qu'il y a des logiques internes propres à chaque instance concrète, qui s'articulent pour produire soit une cohérence d'ensemble soit des incohérences. C'est pourquoi l'histoire n'est pas linéaire et déterminée à l'avance. Ces cohérences ou incohérences, ou les formes de cohérences différentes capables de fonder la domination d'une instance ou d'une autre, selon les moments et les conditions, font que l'avenir n'est jamais écrit à l'avance. Je situe les religions dans ce cadre d'analyse des grands systèmes de pensée, et je traite par la même méthode le libéralisme comme système de pensée bourgeois, le marxisme comme le système de pensée critique le plus avancé. Je ne donne donc pas, au caractère « sacré » des religions une importance particulière, même si je comprends la force qu'il représente pour les croyants.

Ces grands systèmes de pensée, y compris les religions, ont démontré leur capacité à se transformer et à s'ajuster à d'autres transformations. C'est la thèse de la sous-détermination. Leur propre logique se transforme et s'articule avec la logique d'autres instances (comme l'instance économique) produisant un système plus ou moins cohérent et parfois incohérent.

Les exemples de moments de cohérence et ceux d'incohérence ont existé, chez les musulmans, chez les chrétiens, chez les hindouistes, chez les confucianistes, chez les animistes... C'est la raison pour laquelle je ne m'intéresse pas au « vrai » christianisme, au « vrai » islam, au « vrai » libéralisme avec leurs fanatiques, ou au « vrai » marxisme avec ses dogmatiques.

Ce qui m'intéresse ce sont les christianismes historiques, les islams historiques, les marxismes historiques, les libéralismes historiques, les hindouismes historiques, les confucianismes historiques... C'est-à-dire tels qu'ils ont été compris par les sociétés à un moment donné de leur histoire. Pourquoi ont-ils été compris de cette manière ? Je ne cherche pas à savoir si la réponse apportée était la « bonne », conforme à l'« essence véritable » des idéologies en question.

Je donne dans mon livre, quelques exemples de cette capacité remarquable des religions à se transformer. Il y a eu, par exemple un christianisme antique, un christianisme féodal, un christianisme capitaliste et avec les théologies de la libération on pourrait voir émerger un christianisme socialiste. Par conséquent, je ne suis pas de ceux qui pensent que Dieu est mort. Ces grandes idées ont la peau dure, elles savent s'adapter, se transformer, en leur sein mais aussi dans les sociétés où elles opèrent.

Pourtant il arrive des moments où l'appareil se grippe, par ce que des forces agissent pour résister à tout changement, qu'il soit bon ou mauvais. C'est vrai pour la religion et c'est également vrai pour l'idéologie. L'histoire du marxisme soviétique ou celle du capitalisme libéral et néo-libéral ne sont pas de nature terriblement différente : l'appareil ou la société se bloque.

Je pense que nous sommes dans un de ces moments. C'est dramatique. Dans cette situation, ma question est : quelles sont les raisons de cet état de fait ? Comment opèrent-elles de façon dialectique ? Quelle est la cause déterminante de cette résistance au changement ?

Est-ce la religion ? Les culturalistes répondent oui ! Les culturalistes triomphants de l'Europe « chrétienne » disent « si les Arabes n'avancent pas, c'est parce qu'ils sont musulmans et que l'islam est incapable de s'adapter à la transformation ». L'explication est donc culturaliste. Mais il existe aussi des analystes qui affirment que « l'Union soviétique devait s'effondrer parce que le marxisme portait en lui le dogmatisme soviétique », d'autres diront, si les Etats-Unis s'effondrent demain que c'est « par ce que le libéralisme américain, a été le frein à la transformation nécessaire de leur société pour s'ajuster à un nouvel ordre mondial ». C'est une explication fréquente, spontanée, dominante, par ce qu'elle répond aux apparences. Pour ma part j'inverse le raisonnement : c'est parce que les sociétés sont, pour d'autres raisons, prises dans un piège et dans une impasse qu'elles se réfugient dans ces illusions et ces explications culturalistes.

Pendant la période de Bandung, période des grandes victoires des peuples asiatiques et africains – en dépit de toutes les limites et contradictions de l'époque - on ne parlait pas d'islam, de bouddhisme, d'hindouisme, de Confucius... On parlait, et tant pis si le terme ne nous plait pas, de modernisation socialiste ou socialisante qui se construit dans des conditions historiques et sociales propres à chacun des pays de ce grand tiers-monde. Les religions n'occupaient pas le devant de la scène. Pourtant elles continuaient d'exister dans la société. Une bonne partie des Musulmans et de Hindouistes continuaient de faire leurs prières. Par contre, à partir du moment où ce système se grippe, où les contradictions du système de Bandung deviennent explosives, où le rapport des forces mondiales se renverse à nouveau en faveur du nord impérialiste... les sociétés du sud se trouvent enfermées dans des impasses et, alors, le culturalisme ressurgit. Plus les sociétés sont dans l'impasse et plus le culturalisme ressurgit. C'est pour cette raison qu'il est plus fort dans les pays arabes ou musulmans par exemple qu'il ne l'est ailleurs, en Asie notamment.

Je recommande ici la lecture de la bonne littérature romanesque, qui nous aide beaucoup à comprendre ces problèmes. Dans les romans égyptiens par exemple on trouvera des tableaux

magnifiques de cette évolution de la société s'enfermant dans une impasse grandissante appelant le rituel à se substituer à la réflexion.

L'internationalisme des peuples

Ces réflexions me conduisent à la conclusion et à ma proposition de thèse : celle du développement inégal que produit et reproduit le capitalisme historique réellement existant. Une construction, qui dès le départ n'est pas définie dans une forme unique et définitive, mais qui sans cesse évolue et se transforme. Cette polarisation oppose le « Nord » et le « Sud ». Je préfère utiliser les termes centre et périphérie, plutôt que Nord et Sud. Le centre est impérialiste par nature. Face au défi, comment réagissent les peuples des périphéries qui veulent « rattraper » mais qui ne le peuvent pas ?

Dans certaines circonstances, les illusions d'un rattrapage possible dans le système se déploient. C'était le cas à l'époque de Bandung, c'est le cas aujourd'hui de la Chine et des pays dits « émergents ». Dans ces moments les culturalismes quittent le devant de la scène. Par contre dans ce qu'on peut appeler le « quart-monde », les illusions d'un rattrapage ne sont pas convaincantes. Un Chinois peut penser qu'il est en train de rattraper, j'estime qu'il a tort, au même titre qu'avaient tort les peuples du tiers monde de l'époque de Bandung. Mais par contre, personne ne peut convaincre aujourd'hui un Arabe ou un Africain d'Afrique subsaharienne, qu'il lui est possible de « rattraper ». Cela devient tellement évident que les replis culturalistes reprennent le dessus.

Nous avons, par conséquent, besoin de construire un internationalisme des peuples. C'est le seul moyen, la seule possibilité historique de progrès. L'internationalisme des peuples – qui implique nécessairement l'abandon de la vision impérialiste associée à l'eurocentrisme - constitue un défi gigantesque pour les peuples du Nord. Pour ceux du Sud, il s'agit de faire reculer les illusions du rattrapage et de la spécificité. Il y a donc un champ de travail commun pour un internationalisme des peuples, le seul moyen de construire ce que j'appelle la « révolution », qui n'est pas « le grand soir », mais la maîtrise maximale (il n'y a pas de maîtrise absolue) par les êtres humains et les sociétés de la longue transition vers le socialisme, vers le dépassement du capitalisme. C'est pourquoi je préfère parler « d'avancées révolutionnaires ».

A défaut, ces transformations peuvent « s'imposer » dans le chaos. Nous sommes donc placés devant cette double éventualité : soit la voie des avancées révolutionnaires, soit celle de la décadence. La décadence, c'est quand les sociétés renoncent à maîtriser leur transformation et se nourrissent alors d'illusions. Cette voie, qui a été la voie historique, par exemple dans le passage de l'antiquité au Moyen-âge européen (on parle d'ailleurs couramment de « la décadence de l'empire romain »), pourrait être dans les conditions actuelles, avec les forces destructrices à la disposition des êtres humains et des sociétés, la fin de l'histoire par l'autodestruction de l'humanité.